

CIC

CENTRE INTERNATIONAL DES CONFERENCES

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2018

SEPTEMBRE 2019

Saïdou Amadou KANE
Expert-Comptable
EXCO GHA-MAURITANIE

Moulaye GAOUAD
Expert-Comptable
POLY-CONSULT

Sommaire

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	2
○ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	3-5
ETATS FINANCIERS	6
○ ACTIF /PASSIF	7-8
○ RESULTATS (CHARGES & PRODUITS)	9
NOTES SUR LES PRINCIPES COMPTABLES	10
NOTES EXPLICATIVES	14

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

SUR LES ETATS FINANCIERS CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

En exécution de la mission qui nous a été confiée par arrêté n° 00744/MEF/DTF du 21 décembre 2017 portant désignation des commissaires aux comptes, nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Centre International des Conférences (CIC) ,qui comprennent le bilan au 31 décembre 2018 avec une situation nette négative de 18 831 821 MRU ; le compte de résultat faisant ressortir une perte de 735 083 MRU pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables Le présent rapport porte sur :

- Le contrôle des états financiers,
- Les vérifications des obligations légales et réglementaires.

1. CONTROLE DES ETATS FINANCIERS

Responsabilité de la direction relative aux états financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux dispositions du référentiel du Plan Comptable, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalie significative, que celle-ci résulte de fraudes ou d'erreurs. Ainsi, les états financiers de l'exercice 2018 soumis à notre audit ont été établis par la direction du Centre International des Conférences.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes et pratiques nationales applicables. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

1.1. Inventaires physiques des immobilisations

Nous n'avons pas assisté à l'inventaire physique des immobilisations figurant à l'actif du bilan pour une valeur brute de 1 701 000 MRU et en l'absence de Procès-verbal de l'inventaire physique des immobilisations et de rapprochement de l'existant physique avec la comptabilité, nous n'avons pas pu nous assurer par d'autres moyens de la réalité et l'existence de ces immobilisations.

1.2. Situation nette négative

Les états financiers annuels font toujours apparaître des reports à nouveau cumulés des soldes débiteurs des exercices antérieurs pour un montant total de 18 096 738 MRU, une perte de l'exercice de 735 083 MRU et une situation nette négative de 18 831 821 MRU. Nous n'avons toujours pas obtenu la décision du Conseil d'Administration pour la régularisation de cette situation.

1.3. Rapprochements bancaires

Dans notre rapport sur les comptes de l'exercice 2017, nous avions formulé une réserve concernant le compte Trésor dans les livres du Centre International des Conférences qui n'avait pas fait l'objet de rapprochements bancaires dont le solde s'élève à 13 558 662 MRU au 31 décembre 2018. Nous n'avons pas pu, par d'autres moyens, valider le solde de ce compte. Nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la fiabilité et l'exactitude de ce compte Trésor.

Opinion

A notre avis, sous réserves de l'incidence des points décrits ci-dessus, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Centre International des Conférences à la fin de cet exercice, conformément au référentiel du Plan Comptable Mauritanien.

2. VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

2.1 Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

En l'absence du rapport de gestion du conseil d'administration, nous n'avons pas pu procéder, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

2.2 Informations spécifiques

En application de la loi, nous vous signalons les informations spécifiques suivantes :

- Nous ne disposons pas d'informations liées au fonctionnement des procédures et du traitement des opérations du Centre International des Conférences.
- Le procès-verbal d'inventaire physique de la caisse au 31 décembre 2018 ne nous a pas été présenté.
- Les retenues effectuées par le Centre International des Conférences à titre des cotisations d'assurance maladie, de la sécurité sociale et de l'impôt sur les traitements et salaires du personnel (ITS) n'ont été ni déclarées, ni versées.

- Le solde du compte Rémunération due au personnel est un report à nouveau créiteur qui remonte à des exercices antérieurs, dont le solde s'élève à 1 858 333,96 MRU.
- Le tableau des résultats (produits et charges) de l'exercice 2018 ne comportent pas la colonne de l'exercice 2017. Cette présentation des états financiers, est contraire à la norme IAS 1 de présentations des états financiers.

Nouakchott, le 16 septembre 2019

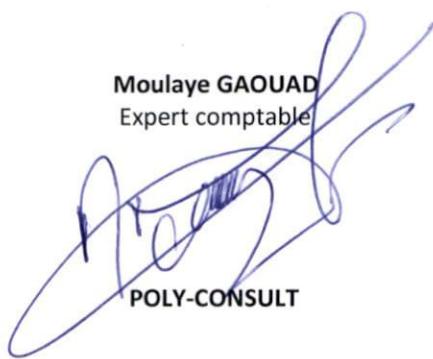
Pour Les Commissaires aux Comptes

Saïdou Amadou KANE
Expert comptable



EXCO GHA-MAURITANIE

Moulaye GAOUAD
Expert comptable



POLY-CONSULT

ETATS FINANCIERS AU 31/12/2018

**Centre International des Conférences
C.I.C EPIC**

Etablissement Public à Caractère industriel et commercial

Siège social: Nouakchott - Mauritanie

Bilan Actif au 31 décembre 2018

Désignation	Notes	Actif (Montant Exprimé en MRU)			
		au 31 décembre 2018			au 31 décembre 2017
		Brut	Amortissements et Provisions	Montant Net	Montant Net
ACTIF IMMOBILISE					
Frais et valeurs incorporelles immobilisés	A1	62 000	59 107	2 893	15 293
Frais immobilisés		-	-	-	-
Logiciels		62 000	59 107	2 893	15 293
Immobilisations corporelles	A2	1 701 000	667 528	1 033 472	1 226 156
Terrains		-	-	-	-
Aménagement de terrain		-	-	-	-
Constructions		-	-	-	-
Installation, agencement constructions		1 410 000	461 378	948 622	1 089 622
Matériel d'exploitation		199 000	146 580	52 420	92 220
Matériel de transport		-	-	-	-
Matériel de bureaux et informatique		92 000	59 570	32 430	44 313
Mobilier de bureaux et de logements		-	-	-	-
Immobilisations en cours		-	-	-	-
Immobilisations financières		-	-	-	-
Prets et autres créances à long terme		-	-	-	-
Dépôts et cautionnements		-	-	-	-
Participations		-	-	-	-
Total Actif Immobilisé		1 763 000	726 634	1 036 366	1 241 449
ACTIF CIRCULANT					
Valeurs d'exploitation		-	-	-	-
Matières consommables		-	-	-	-
Stocks		-	-	-	-
Valeurs réalisables à court terme	A3	115 690		115 690	68 680
Fournisseurs débiteurs		-	-	-	-
Clients et comptes rattachés		-	-	-	-
Personnel et comptes rattachés		60 000		60 000	60 000
Autres créances (Etat, organismes sociaux)		55 690		55 690	8 680
Associés, comptes courants, groupe		-	-	-	-
Débiteurs divers		-	-	-	-
Valeurs disponibles	A4	6 829		6 829	6 829
Banques		-	-	-	-
Caisse		6 829		6 829	6 829
Total Actif Circulant		122 520	0	122 520	75 509
COMPTE DE REGULARISATION					
Charges constatées d'avance		-		0	
Differences de conversion		-		-	
Comptes d'attente à régulariser		134 000		134 000	134 000
Total Comptes de Régularisation		134 000		134 000	134 000
Total Actifs		2 019 520	726 634	1 292 885	1 450 958
Engagements reçus					

Centre International des Conférences
C.I.C EPIC

Etablissement Public à Caractère industriel et commercial

Siège social: Nouakchott - Mauritanie

Bilan Passif au 31 décembre 2018

Désignation	Notes	Passif (Exprimé en MRU)	
		au 31 décembre 2018	au 31 décembre 2017
		Montant Net	Montant Net
Capitaux à Long et Moyen Terme			
<i>Capital</i>		0	0
Capital Social		-	-
<i>Réserves</i>		0	0
Réserve légale		-	-
<i>Report à nouveau</i>		-18 096 738	-18 597 954
Report à nouveau		-18 096 738	-18 597 954
<i>Résultat en instance d'affectation</i>		-735 083	501 217
Résultat en instance d'affectation 2016		-735 083	501 217
Situation nette		-18 831 821	-18 096 738
Subvention d'équipement		-	-
Quot part de subvention inscrites		0	-
Emprunts et dettes assimilées		-	-
Total Capitaux à LMT	<i>PI</i>	-18 831 821	-18 096 738
Capitaux à Court terme			
Fournisseurs et comptes rattachés		813 921	456 910
Clients créateurs		-	-
Personnel et comptes rattachés		1 858 334	1 858 334
Etat et autres collectivités publiques		2 690 629	2 690 628
Sécurité sociale & autres organismes sociaux		623 161	623 161
Créditeurs divers		580 000	-
Emprunts à court terme		-	-
Concours bancaires courants		13 558 662	13 918 662
Total Capitaux à Court terme		20 124 706	19 547 696
Comptes de Régularisation			
Charge à payer		-	-
Produits constatés d'avance		-	-
Défauts de conversion		-	-
Comptes d'attente et à régulariser		-	-
Total Comptes de Régularisation		0	0
TOTAL PASSIF		1 292 885	1 450 958
Engagements donnés			

NOTES AUX ETATS FINANCIERS
ET PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

I. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

I.1 Application des principes dans le temps

Les comptes annuels du C.I.C couvrent une période de 12 mois, du 1er janvier au 31 décembre 2018. La transmission de ces états financiers annuels à la direction générale des impôts n'a pas été faite. Tous les montants sont exprimés en nouveau ouguiya (MRU).

- **Permanence des méthodes**

Les méthodes décrites ci-après sont appliquées de manière constante depuis la création de la société. Les états financiers du C.I.C sont préparés en conformité avec les normes comptables internationales applicables en Mauritanie. Les états financiers au 31 décembre 2018 sont établis suivant des principes et méthodes comptables identiques à ceux retenus par le centre au 31 décembre 2018.

L'élaboration des comptes en application des normes IFRS repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction pour calculer la valeur des actifs et des passifs à la date de clôture du bilan et celle des produits et charges de la période.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances actuelles et qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

L'activité du centre n'est pas soumise à une saisonnalité de nature à affecter de manière sensible la compréhension des états financiers.

- **Comparabilité des comptes**

À l'exception des résultats hors exploitation et des charges d'imposition sur les résultats, analysés et commentés ci-après, les données financières sont pleinement comparables d'un exercice à l'autre.

I.2 Principes comptables

En application des règlements du Plan Comptable Mauritanien, les principales méthodes appliquées par le C.I.C sont les suivantes :

- **Immobilisations incorporelles**

La société immobilise en actifs incorporels les logiciels et formations y afférentes, pour leur coût historique. Ces actifs sont amortis sur une durée de cinq ans conformément à la réglementation en vigueur.

- **Immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées par principe à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Elles sont constituées de biens meubles et immeubles destinés à servir durablement l'exploitation de l'entreprise.

La société procède à un amortissement linéaire de ses immobilisations corporelles selon les durées suivantes, à compter de leur mise en service :

Type d'immobilisation	Durée d'amortissement
Immeuble	20 ans
Matériel d'exploitation	10 ans
Matériel de transport	4 ans
Matériels de bureau et informatiques	10 ans
Autres matériels et mobilier	10 ans

- *Immobilisations financières*

Ces immobilisations sont évaluées à leur coût historique. Si la valeur vénale de ces actifs devenait inférieure à leur valeur historique, une provision pour dépréciation est constituée.

- *Stocks*

Les stocks sont constitués des matériaux, du carburant, des lubrifiants et fournitures diverses.

Les stocks de produits sont évalués à leur coût historique, incluant des frais d'approche et de transport. À la fin du mois, le contrôleur procède à l'inventaire physique de tous les produits en stock, rapproche le stock comptable au stock physique et transmet le rapport à la direction qui, après appréciation, le remet au service de comptabilité pour traitement.

- *Avances et acomptes aux fournisseurs*

Le montant des avances et acomptes versés aux fournisseurs correspond aux dépôts de garantie demandés par les fournisseurs et aux sommes que la société doit bloquer pour obtenir soit des crédits documentaires pour l'importation soit des transferts en devises.

- *Créances clients et rattachés*

Les créances des clients privés et celles de l'État et société publics sont réglées par chèque ou virement à la date de leurs échéances convenues. À défaut, les créances dont l'ancienneté dépasse un an sont provisionnées suivant un indice d'appreciation de leur recouvrement. Les créances sur des clients inconnus ou sans références sont dépréciées en totalité.

- *Comptes de régularisation*

Ces comptes incluent pour l'essentiel des charges constatées d'avance habituelles (assurances, loyers...). Ils incluent aussi les charges d'électricité, d'eau et de téléphone dont les factures ne sont pas parvenues à la clôture.

- *Disponibilités*

Le montant figurant en disponibilités est représentatif de sommes disponibles à tout moment dans des banques locales ou internationales. Les sommes éventuellement bloquées dans le cadre de garanties de paiement fournisseurs sont virées vers les postes de fournisseurs débiteurs.

- *Dettes à long terme*

Les dettes souscrites sont soumises au risque de change en cas de dépréciation de la monnaie nationale. Elles sont évaluées au cours de clôture en fin d'année, la contrepartie étant enregistrée dans les charges financières.

- *Clients créateurs*

Ces clients créateurs sont représentatifs des paiements reçus des clients au titre des consommations. Lorsque les factures sont arrêtées définitivement, ces sommes sont déduites du montant facturé.

- *Fournisseurs et comptes rattachés*

Les dettes fournisseurs éventuelles sont enregistrées au cours de change applicable au moment de l'achat. La différence de change éventuellement constatée au moment du paiement est enregistrée en charges financières.

Les achats livrés non encore facturés identifiés par le système informatique ou communiqués par les services acheteurs sont provisionnés sous forme de factures à recevoir.

- *Personnel et comptes rattachés*

Les congés à payer sont provisionnés dans les comptes en application des règles applicables en Mauritanie.

L'intéressement des salariés et des dirigeants n'est pas provisionné. Il est décidé souverainement par l'assemblée qui les prélève sur le résultat à affecter.

- *Résultat hors exploitation*

Le résultat hors exploitation reprend pour l'essentiel les éléments de résultats relatifs à des exercices antérieurs et les reprises de provisions constituées dans le passé.

- *Comptabilisation de l'impôt sur les bénéfices*

Le C.I.C enregistre l'IMF qui représente 2,5% du chiffre d'affaires. En fin d'exercice, la charge finale d'impôts est enregistrée sur les bénéfices selon la méthode de l'impôt exigible.

NOTES EXPLICATIVES

II. NOTES AUX ETATS FINANCIERS

A. Actif

Les états financiers reflètent les missions du CIC pour la période du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018. Ils sont établis en ouguiyas (MRU).

A1 Frais et valeurs incorporelles immobilisés

Cette rubrique d'immobilisations n'a connu aucune acquisition durant l'exercice et elle se présente comme suit :

Désignation	2018 31-décembre	2017 31-décembre
Logiciel	62 00	62 000
Total brut	62 000	62 000
Amortissements	59 107	34 307
Total net	2 893	27 693

A2 Immobilisations corporelles

La situation des immobilisations corporelles au 31 décembre 2018 se présente comme suit :

Désignation	2018 31-décembre	2017 31-décembre
Installation Agencements constructions	1 410 000	1 410 000
Matériel d'exploitation	199 000	199 000
Instal. techn., mat. Et out.	92 000	92 000
Total brut	1 701 000	1 701 000
Amortissements	667 528	282 161
Total net	1 033 472	1 418 839

A3 Valeurs réalisables à CT

Le solde de ce poste se présente au 31 décembre 2018 comme suit :

Désignation	2018 31-décembre	2017 31-décembre
Fournisseurs débiteurs	-	-
Personnel et comptes rattachés	60 000	60 000
Autres créances	55 690	8 680
Total brut	115 690	68 680

A4 Valeurs disponibles

Le solde de ce poste se présente au 31 décembre 2018 comme suit :

Désignation	2018 31-décembre	2017 31-décembre
Caisse	6 829	6 829
Total net	6 829	6 829

P. Passif

P1 Capitaux propres

Les capitaux propres au 31 décembre 2018 enregistrent un Report à nouveau négatif et un résultat négatif (perte) en instance d'affectation et la situation nette de -18 831 821 MRU, se présente comme suit

Désignation	2018 31 décembre	2017 31 décembre
Capital	00	00
Réserves	00	00
Report à nouveau	- 18 096 738	- 18 597 954
Résultat en attente d'affectation	- 735 083	501 217
Total	- 18 831 821	- 18 096 738

P2 Dettes à Court Terme

Cette rubrique du passif englobe : fournisseurs, État et autres collectivités locales, sécurité sociale et autres organismes sociaux. Le solde de cette rubrique se présente au 31 décembre 2018 comme suit :

Désignation	2018 31 décembre	2017 31 décembre
Fournisseurs et comptes rattachés	813 921	456 910
Personnel et comptes rattachés	1 858 334	1 858 334
État et autres collectivités publiques	2 690 629	2 690 629
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	623 161	623 161
Total	5 986 045	5 629 034

P3 Concours bancaires

Le solde de ce poste présente comme suit :

Désignation	2018 31-décembre	2017 31-décembre
Trésor Public (concours bancaires)	13 558 662	13 918 662
Total net	13 558 662	13 918 662

NB : Le solde du relevé du compte du Trésor au 31 décembre 2018, n'été pas rapprocher avec la comptabilité. Car nous n'avons pas pu obtenir le relever du compte auprès du trésor.